

Lors de son discours à Villepinte du 11 mars, Sarkozy le candidat a fait preuve d'une grande audace (ou d'un incommensurable culot) en oubliant qu'il était Sarkozy le président (depuis cinq ans déjà), et a menacé les pays de l'espace Schengen que si « dans les douze mois » les accords de Schengen n'étaient pas renégociés, la France y suspendrait sa participation. Que le chef de l'Etat ne se rende compte de l'extrême porosité des frontières nationales et européennes et du caractère dangereux d'une telle situation qu'à la fin de son mandat est plutôt inquiétant, mais le plus grave reste la solution choisie pour remédier à ce problème essentiel : loin de recouvrer une pleine et entière souveraineté territoriale (que nous avons largement décrite dans *La France face au mondialisme*), qu'il fait pourtant miroiter aux électeurs en termes cinglants dans son discours, il propose en fait d'instituer un véritable gouvernement politique de Schengen, de même qu'au niveau économique. En apparence, il apparaît donc comme opposé à plus d'intégration communautaire européenne, alors que son projet dissoudra davantage encore qu'aujourd'hui les nations et leurs volontés dans une bouillie supranationale, dans laquelle les Etats seront traités comme des enfants désobéissants, qui pourront être réprimandés et punis.

Cette promesse électorale comporte un deuxième mensonge, celui-là par omission : la réforme de cette gouvernance Schengen est déjà en cours et la Commission de Bruxelles domine largement le processus, même s'il est possible à une majorité d'Etats d'exercer une influence supérieure, à condition bien entendu qu'ils soient d'accord entre eux, ce qui est une chimère. L'opposition dite de gauche, qui est également favorable à ce projet, n'a pas souhaité polémiquer sur le fond, mais s'est simplement moquée de cette « promesse inutile ».

Le fond mérité pourtant d'être abordé sérieusement. La question des contrôles aux frontières est vitale, puisque la libre entrée mortifère sur notre sol de milliers de personnes chaque mois (des travailleurs nous ressassent les médias, alors que la France connaît plus de 9% de chômage), de biens en promotion (comme des OGM, de la drogue ou des armes de guerre), et de capitaux (qui rachètent petit à petit notre patrimoine ou servent à financer des organisations aussi philanthropiques que des sectes ou des réseaux terroristes) est devenu le principe ultralibéral fondamental de l'Union européenne. Bien sûr, les bénéfices tant vantés de cette ouverture dogmatique et considérée comme une fin en soi sont parfois revus à la baisse, voire franchement niés, lorsqu'il s'agit de protéger les puissants mondialistes. Ainsi, les contrôles aux frontières sont rétablis avant et pendant des événements tels que les réunions du G20 ou les conférences du groupe de Bilderberg. Pendant quelques mois il est vrai, le Danemark a pris la décision unilatérale de quitter l'espace Schengen et de restaurer ses frontières nationales, mais les conservateurs ont perdu le pouvoir fin 2011 et tout est rentré dans l'ordre. De toute façon, la Commission avait déjà menacé le pays d'une procédure d'infraction à la législation européenne, et il faut un minimum de courage pour résister aux vitupérations des commissaires, ce qui manque clairement en politique au candidat sortant.

Quoiqu'il en soit, Nicolas Sarkozy n'a pas prétendu combattre Schengen pour remettre en question le principe ultralibéral de la libre circulation des hommes, des marchandises et des capitaux (que ceux qui distinguent sont des idiots utiles du mondialisme), mais uniquement pour faire baisser le nombre d'immigrés légaux, estimés au minimum à 180.000 par an. Comme le rappelle régulièrement Eric Zemmour, même en n'autorisant que 100.000 entrées

chaque année (dans son programme, Marine Le Pen les porte à 10.000, essentiellement des étudiants destinés à retourner travailler dans leur pays d'origine une fois formés), on en reviendrait aux flux migratoires de la fin des années 1990, sous le gouvernement Jospin. Pas de quoi pavoiser pour un homme dit de droite. Mais surtout, même en admettant le recouvrement de l'indépendance vis-à-vis des accords de Schengen, quelle marge de manœuvre réelle cela laissera-t-il à la France ? Schengen n'est qu'une garantie de sécurité et de contrôle aux frontières extérieures de l'espace, puisqu'elles sont abolies au niveau intérieur. Mais nous sommes liés à d'autres obligations, notamment la Convention européenne des droits de l'homme, la charte sociale européenne, ou des directives européennes (comme la 2003/86/CE relative au regroupement familial). Comme la notion de famille n'est pas définie par le droit international de manière concrète, ces textes donnent aux migrants – même s'ils ne travaillent pas – des droits pour faire venir leurs proches, pour être logés, soignés (jusqu'à la création de l'Aide médicale d'Etat, réservée aux clandestins, dont le coût est estimé à 800 millions d'euros par an, et qui selon la CMU a bénéficié à 200.000 personnes en 2010), éduqués... toutes ces dépenses faramineuses étant subventionnées par le peuple français, dont le niveau de vie ne cesse de baisser. Cette situation est tout autant criminelle envers ces déracinés à qui l'on fait espérer ces illusions, puisqu'en fait de travail il n'y a plus que misère et esclavage, les logements promis se révèlent être des hôtels miteux, la dignité se transforme en assistanat... Comment intégrer voire assimiler des immigrés dans ces conditions ? Il faut en finir avec ces traités internationaux, ces textes législatifs concoctés hors-sol qui dans la réalité ne produisent que toujours plus de détresse, d'injustice, de frustrations, de rancœurs, de haines et de violences. Et surtout, il faut comprendre que les effets Schengen dont se plaint Sarkozy sont également la conséquence directe des choix économiques que lui et la pseudo-gauche défendent : le libre-échange mondialisé, la désindustrialisation de l'Europe, la monnaie unique et la privatisation voire la destruction des systèmes de protection sociale.

Jean-Yves Dufour, pour *Salut public*, 4 avril 2012